

Nouveaux Cahiers du socialisme



La grève à l'UQAM

Pierre Beaudet

Numéro 14, automne 2015

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/79408ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif d'analyse politique

ISSN

1918-4662 (imprimé)

1918-4670 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Beaudet, P. (2015). La grève à l'UQAM. *Nouveaux Cahiers du socialisme*, (14), 196–202.

La grève à l'UQAM

PIERRE BEAUDET¹

Épicentre du mouvement étudiant depuis des décennies, site d'un syndicalisme enseignant combatif et créatif, lieu d'explorations pédagogiques et institutionnelles inédites, l'UQAM a été et reste encore aujourd'hui un bastion du milieu intellectuel progressiste et du mouvement populaire au Québec. Au printemps 2015, les étudiantes et les étudiants de six facultés (sur sept) ont adopté le principe d'une grève d'au moins une semaine. Plus tard, lorsque la grève est intervenue, le conflit a connu de nombreux rebondissements et s'est terminé dans un climat marqué par un virage autoritaire de l'institution. Les premiers concernés, en l'occurrence les étudiantes et les étudiants, ont amorcé des bilans de la lutte. Les autres composantes de l'UQAM, notamment les professeurEs membres du SPUQ et les chargéEs de cours membres du SCUUQ, sont également impliqués dans divers processus de réflexion, notamment sur les moyens à mettre en œuvre pour reconstruire les solidarités entre les divers mouvements et associations².

La mise en place

Au fil des dernières années et à travers divers affrontements, dont la grève des professeurEs en 2009 et la mobilisation étudiante de 2012, l'UQAM a vécu une tension permanente entre la défense du « modèle uqamien » construit sur la collégialité et des instances paritaires et des tentatives systématiques et répétées de réinventer l'institution en la rapprochant du modèle qui prévaut dans les autres universités, où le pouvoir est concentré dans les mains du recteur et du conseil d'administration.

1 Ce texte a bénéficié des commentaires et critiques de Marie Blais, René Delvaux et Martin Petitclerc. Les réflexions qu'il propose (de même que les erreurs ou omissions) appartiennent seulement à l'auteur.

2 Les réflexions qui suivent sont une sorte de compte-rendu (interprétatif) d'un échange organisé par les NCS le 21 mai 2015, auquel étaient présents des professeurEs, des chargéEs de cours et des étudiants de l'UQAM, de même que des militantes et des militants de diverses organisations syndicales et populaires.

Lors de la négociation de 2009 pour le renouvellement de la convention collective du Syndicat des professeurs et professeures (SPUQ), l'administration a réussi à créer une brèche dans ce modèle participatif en imposant des doyens non syndiqués et non imputables devant les assemblées facultaires. Le ton était donné, notamment par le vice-recteur Marc Turgeon, celui-ci préconisant une « modernisation » des structures pour les rendre plus « efficaces » et moins « lourdes ». L'idée générale est de déplacer le pouvoir des départements vers les facultés (gérées par des doyens non syndiqués); également de minimiser la place des instances paritaires, notamment la commission des études qui se trouve au cœur du dispositif pédagogique de l'université.

Lors de son élection en 2012, le nouveau recteur Robert Proulx proclamait pourtant son attachement au modèle uqamien ancré sur l'« ouverture à la communauté universitaire » et le respect des syndicats et des associations. Il affirmait l'importance de se souvenir « que bien des changements amorcés dans les années 1960 ont commencé par des moments de forte contestation et un ras-le-bol complet des jeunes que nous étions face au discours des élites qui voulaient protéger le *statu quo* et qui le faisaient en utilisant un langage dans lequel nous ne nous reconnaissons pas ». Il rappelait aussi que les jeunes d'aujourd'hui ont raison d'être en colère et inquiets face aux inégalités, et qu'il ne « suffit pas de dire que l'université va y penser et que son rôle se limite à observer et à analyser »³.

Encore en 2014, le recteur s'opposait aux politiques de restriction budgétaire évoquées par le gouvernement Couillard en affirmant de ne pas croire à des politiques d'austérité basées sur des coupes drastiques dans les dépenses publiques⁴.

Après la grève étudiante de 2012, on a senti que les secteurs conservateurs, à l'échelle du Québec, revenaient à la charge. Dans un barrage médiatique mené tambours battants par le réseau Québécois notamment, l'UQAM était présentée comme un repère anarchiste, incapable de se gouverner, livré à une extrême gauche présente tant chez les étudiantes et les étudiants que chez les profs.

Lors de l'élection du gouvernement libéral, les astres ont commencé à s'aligner pour favoriser une attaque en règle contre non seulement le mouvement étudiant, mais le « modèle » même de l'UQAM. En automne 2014, au moment du dépôt de son « plan stratégique », les mêmes impératifs d'une « meilleure gestion » ont été mis de l'avant sous prétexte que la gestion collégiale devait s'ajuster et se plier davantage aux impératifs d'efficacité⁵.

3 Allocution du recteur Robert Proulx, 2 avril 2013, <www.uqam.ca/rectorat/allocutions/all2013-02-04.pdf>.

4 Allocution du recteur Robert Proulx, 5 novembre 2014, <www.uqam.ca/rectorat/allocutions/all2014-11-05.pdf>.

5 *Plan stratégique de l'UQAM, 2015-2020*, <www.uqam.ca/rectorat/projet_plan_strategique_2015-2020.pdf>.

Pour plusieurs professeurEs, cela représentait une rupture, un changement violent dans la culture organisationnelle de l'UQAM. En parallèle avec la centralisation du pouvoir dans le cadre des négociations pour le renouvellement de la convention collective, l'administration évoquait la fin de la sécurité d'emploi pour les professeurEs, l'alourdissement de leur tâche et la diminution de la place des départements dans le processus décisionnel de l'université.

L'objectif de la direction était également de « désenclaver » la structure et la composition de la commission des études de la convention collective du SPUQ, ce qui laisserait le champ libre à des changements majeurs, notamment imposés par le conseil d'administration.

Au début de 2015, des rumeurs allaient bon train concernant la « préparation spéciale » de l'institution confrontée à l'imminence d'une nouvelle grève ; parmi ces indicateurs, on notait l'installation de caméras de surveillance et l'embauche de nouveaux agents de sécurité⁶. Le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) aurait été également associé à cette préparation dans le but d'éviter les « débordements » de 2012 dans et autour de l'UQAM. Le ministre de l'Éducation Yves Bolduc et son successeur François Blais ont alors donné carte blanche à l'administration de l'UQAM, tout en reprenant les arguments réactionnaires de 2012 contre le droit de grève des étudiantes et des étudiants.

Ces arguments ont été médiatisés par les héritiers des « carrés verts » de 2012 réorganisés au sein de la Fondation 1625 dont le but est de judiciaireiser les conflits et de criminaliser les mouvements étudiants.

L'affrontement

Dès l'automne 2014 effectivement, plusieurs des associations membres de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ)⁷ se préparaient à la grève, y compris à l'UQAM où le fer de lance de la mobilisation est constitué par l'Association facultaire étudiante des sciences humaines (AFESH) et l'Association facultaire étudiante des arts (AFÉA). À la mi-mars, la grève s'étendait à plus de 65 000 étudiantes et étudiants, faisant sentir sa présence par de nombreuses manifestations publiques. Contrairement au mouvement de 2012, celui de 2015 s'affichait d'emblée comme porteur d'une lutte contre le gouvernement et ses politiques dites d'austérité, contre les mégaprojets pétroliers et gaziers, contre le « fondamentalisme marchand » présidant à la réforme du système de santé et aux compressions budgétaires dans les universités et les cégeps. Les associations étudiantes en grève se sont retrouvées cependant isolées dans le milieu étudiant, les autres associations décidant de se tenir à l'écart du conflit. Même dans l'ASSÉ, il y avait des dissidences, car ce ne sont pas toutes les associations membres qui ont voté pour la grève. Par ailleurs, plusieurs

6 Au coût d'un demi-million de dollars, soit un peu plus que l'économie prévue par la mesure de gel des embauches et de remplacement du personnel administratif et de soutien, adoptée en marge du plan d'équilibre budgétaire en décembre 2014.

7 L'ASSÉ au niveau national n'a jamais endossé la grève.

mouvements populaires et syndicaux se sont montrés plutôt prudents, voire frileux, devant la mobilisation étudiante qui a été cependant appuyée par la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics, dite Coalition Main rouge.

À l'UQAM, des mobilisations assez fortes ont paralysé au début de la grève plusieurs départements et facultés, dans une atmosphère relativement calme où on a noté très peu d'affrontements. Rapidement cependant, la riposte de la direction est apparue. On menaçait les étudiantes et les étudiants d'expulsion et d'autres mesures répressives⁸. Les faits et gestes des étudiants étaient filmés et observés par des « gardiens de sécurité ». Le 8 avril, l'administration a fait appel au SPVM pour faire évacuer les étudiants du Pavillon J.-A.-DeSève. Vingt-et-un étudiants et étudiantes ont été arrêtés et accusés. Des professeurEs se sont interposés et ont condamné cette invasion policière inédite. Dans les jours qui ont suivi, la tension s'est accrue. Les levées de cours animées par des étudiantEs en grève ont été condamnées par le recteur, la présidente du conseil d'administration de l'université (Lise Bissonnette) et plusieurs professeurEs dénonçant le « chaos » étudiant, dans une « lettre ouverte » où ils accusaient la direction de leur syndicat (SPUQ) d'avoir capitulé devant l'anarchie. De nouvelles expulsions d'étudiantes et d'étudiants se sont ajoutées à celles qui avaient été décrétées en mars. Entre-temps, les médias et en particulier ceux du réseau Québecor présentaient la situation à l'UQAM comme un grave danger pour la paix et la sécurité publiques. Pour sa part, l'UQAM a obtenu une injonction interdisant les activités étudiantes visant le blocage des cours, ce qui a mené à de nouveaux affrontements. L'UQAM était quadrillée par des agents de sécurité, ce qui créait une atmosphère d'occupation et de répression.

À la fin d'avril, la grève était réduite à l'UQAM et à quelques cégeps. Le gouvernement québécois encourageait les institutions à maintenir la ligne dure, en continuant les expulsions et en appuyant les interventions policières. En mai, le dernier carré de la résistance autour de l'AFESH décréait la fin de la grève et annonçait préparer un « automne chaud ». Par après, le conseil d'administration a refusé les accommodements proposés par la commission des études pour faciliter la fin de la session (n'autorisant aucun prolongement de la session, notamment).

Durs lendemains de la veille

Tel qu'évoqué plus haut, avant et durant la grève, un battage médiatique sans précédent a démonisé les étudiantes et les étudiants. Un discours haineux a caractérisé les interventions de la grande majorité des acteurs politiques, à l'exception de Québec solidaire. Plusieurs organisations syndicales pour leur

8 Neuf avis disciplinaires, visant l'expulsion d'étudiantes et d'étudiants, ont été acheminés à trois jours du début de la grève. Des mesures disciplinaires ont notamment visé à exclure l'étudiante et l'étudiant siégeant sur le CA de l'université par des sanctions académiques ou des avis d'expulsion.

part ont eu une attitude ambigüe, notamment pour dénoncer la « violence » étudiante. La bataille de l'opinion publique, visiblement, a été perdue.

Du côté du mouvement étudiant, les coups ont été durs. À la suite de la démission des membres de l'exécutif de l'ASSÉ⁹, le regroupement militant étudiant a été fragilisé. Plusieurs associations sont restées divisées. Du côté des professeurEs et des chargéEs de cours, l'impact a été également négatif. Le SPUQ a été particulièrement menacé par la charge à fond de train des 184 signataires d'une lettre accusant nommément la présidente Michèle Nevert de nuire aux profs et à l'université. Lors des mobilisations subséquentes organisées par divers mouvements et réseaux, notamment lors du premier mai, la participation uqamienne a été plutôt réduite, ce qui contrastait avec les années précédentes. Les éluEs du SCUUQ pour leur part ont été l'objet de menaces à peine déguisées et soumis à une surveillance accrue. Pour les professeurEs, la situation se présente assez difficilement au moment où les négociations piétinent au sujet du renouvellement de la convention collective. La perspective de créer une convergence entre les revendications professorales et la défense du « modèle uqamien » (la collégialité) d'une part, et les mobilisations prévues à l'automne, notamment par le secteur public, sera difficile à concrétiser dans l'état actuel des choses.

Au-delà du climat d'intimidation qui s'est installé et du fait que les objectifs initiaux de la grève n'ont pas été atteints, la grève a laissé un héritage de débats non résolus. Au départ, l'ASSÉ et sa direction n'étaient pas favorables à l'idée d'une grève générale au printemps 2015. On n'était pas convaincus qu'une mobilisation étudiante pourrait effectivement entraîner d'autres secteurs sociaux et, par conséquent, il valait mieux reporter la grève à l'automne. Pour les partisans et les partisans de la grève, notamment à l'UQAM, il fallait stimuler le mouvement populaire. Plus tard, la reconduction de la grève dans les circonstances difficiles que l'on connaît s'est produite dans un contexte où il semblait important de résister à la répression (notamment les expulsions). Cette division au sein de la gauche étudiante a affaibli l'ensemble du mouvement.

La fin de la grève étudiante, en particulier à l'UQAM, a donc laissé le vaste secteur de l'éducation dans une situation de fragilité face à la réingénierie du gouvernement libéral, une situation que l'on observe également dans la santé et le secteur public en général. Mentionnons entre autres la fusion forcée, voire la disparition des commissions scolaires, accompagnée d'un vaste exercice de coupes budgétaires où les enseignantes et les enseignants seront pénalisés par l'augmentation des ratios : cela met le secteur scolaire sur la brèche, tout en

9 Cette démission a été suivie d'une « destitution » par les participants et les participantes au congrès de l'ASSÉ. En fin de compte, cette démission/destitution a été le résultat de plusieurs mois de division dans le mouvement; l'exécutif démissionné/destitué, après avoir timidement mené la grève sur le plan national, avait proposé un repli stratégique, une idée qui n'a pas été acceptée par la majorité des représentants des associations.

détruisant un autre espace où la population était appelée à dire son mot. Un nouveau dispositif autoritaire émerge de ces pratiques et menace l'ensemble des institutions.

L'optimisme de la volonté et le pessimisme de l'intelligence

En dépit et au-delà des coups portés au mouvement étudiant et au mouvement populaire, la bataille de l'UQAM indique une profonde capacité de résistance. La large coalition réactionnaire qui a mis le paquet pour « briser » l'UQAM n'a pas pu casser les mouvements qui, pour le moment, pansent leurs plaies tout en discutant des moyens et des stratégies pour relancer l'action et la convergence. Les associations travaillent fort à reconstituer leurs forces et à reconstruire l'unité de l'ASSÉ, qui reste une des clés de voûte de la mobilisation étudiante et populaire.

Par ailleurs, la bataille de l'UQAM, en se déplaçant vers la résistance à la répression (dont les expulsions totalement infondées), aura probablement pour effet de ressouder professeurEs, chargéEs de cours et étudiantEs. D'autre part, le processus de centralisation tous azimuts préconisé par l'administration ne pourra se concrétiser facilement. Les assemblées départementales, les associations étudiantes, la commission des études restent des sites où l'autoritarisme peut se casser quelques dents.

À un autre niveau, il faut regarder ce qui s'en vient du côté de la Coalition Main rouge et également du côté des mobilisations dans les régions (en dehors de Montréal). Est-ce que cette colère manifeste, qui s'exprime un peu partout, peut effectivement déboucher sur un « automne chaud » ? Les impacts directs des politiques d'austérité commencent à se faire sentir de plus en plus (coupes de services, diminution des salaires, pratiques répressives, etc.). Certes, l'appareil médiatique va continuer de justifier l'injustifiable. Et bien sûr, le discours concerté sur la nécessité de l'austérité a une prise réelle sur une partie importante de la population.

Il faut noter aussi d'autres obstacles. Des organisations syndicales semblent déterminées à éviter l'affrontement, quitte à accepter quelques concessions qui atténueraient le projet de démanteler à petit feu le secteur public. Pour plusieurs, les politiques d'austérité représentent une sorte d'aberration ou d'« erreur », provenant de personnalités comme Barrette, Leitão ou Coiteux, au lieu d'être comprises comme des stratégies logiques et cohérentes, du point de vue des dominants. On se montre « surpris » de la violence et de l'arrogance du gouvernement et de ses relais comme si cela ne cadrerait pas avec la réalité, alors qu'en fait, ces pratiques reflètent une volonté organisée, systématique et bien pensée de briser la résistance des dominéEs et de remodeler le Québec selon le « modèle américain » : population atomisée, faiblesse abyssale des syndicats et du mouvement populaire, veulerie des institutions et des corps intermédiaires, idéologie du tout-le-monde-contre-tout-le-monde qui conduit à l'érosion des droits.

Cet aveuglement de divers mouvements est accompagné d'une autre illusion, à savoir que le cauchemar actuel va se terminer un jour, fondé sur l'espoir que le Parti québécois (ou le Nouveau Parti démocratique) gagne les prochaines élections. Au niveau provincial, malgré l'intronisation de Pierre Karl Péladeau (PKP) qui défend en gros les mêmes politiques dites d'austérité que les libéraux, on sent une réelle hésitation dans les mouvements populaires et syndicaux à engager une bataille politique et sociale de longue durée.

Devant l'offensive actuelle, il ne faut pas tomber dans le piège de la désunion. Ni dans celui de blâmer les uns et les autres (ce qui n'empêche pas de formuler une critique qui débouche sur de réelles alternatives). Pour plusieurs militantes et militants, il importe de changer la culture organisationnelle des syndicats et de cesser de penser qu'on est encore dans le « *business as usual* » : négocier, gagner un peu, sauver les meubles, etc. Il faut admettre que le rouleau compresseur actuel mine la légitimité des résistantes et des résistants et vise à détruire leurs organisations (pas seulement à leur imposer de mauvaises conditions). Le défi est immense : construire un projet contre-hégémonique cohérent.